

**Assemblée générale**

Soixante et onzième session

Documents officiels

Distr. générale
24 janvier 2017
Français
Original : anglais

Troisième Commission**Compte rendu analytique de la 13^e séance**

Tenue au Siège, à New York, le jeudi 13 octobre 2016, à 10 heures

Président : M. Eriza (Vice-Président) (Indonésie)
Puis : M^{me} Mejía Vélez (Présidente) (Colombie)

SommairePoint 64 de l'ordre du jour : Promotion et protection des droits de l'enfant (*suite*)

- a) Promotion et protection des droits de l'enfant (*suite*)
- b) Suite donnée aux textes issus de la session extraordinaire consacrée aux enfants (*suite*)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent être signées par un membre de la délégation intéressée, adressées dès que possible au Chef du Groupe du contrôle des documents (srcorrections@un.org) et portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les comptes rendus rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents (<http://documents.un.org/>).

16-17730X (F)



Merci de recycler



En l'absence de M^{me} Mejía Vélez (Colombie), M. Eriza (Indonésie), Vice-Président, préside la séance.

La séance est ouverte à 10 h 5.

Point 64 de l'ordre du jour : Promotion et protection des droits de l'enfant (suite)
(A/71/41)

- a) Promotion et protection des droits de l'enfant (suite)** (A/71/213, A/71/253, A/71/261, A/71/277 et A/71/413)
- b) Suite donnée aux textes issus de la session extraordinaire consacrée aux enfants (suite)** (A/71/175)

1. **M. Radcliffe** (Chef de la section des questions mondiales), présentant le rapport du Secrétaire général sur les mariages d'enfants, les mariages précoces et les mariages forcés (A/71/253), dit que le rapport rend compte des progrès accomplis dans le monde depuis la publication du rapport du Haut-Commissariat aux droits de l'homme sur la question (A/HRC/26/22 et A/HRC/26/22/Corr.1). Un atelier d'experts aura lieu à Genève la semaine suivant la présente réunion pour évaluer l'impact des initiatives en cours aux niveaux régional et national. La question des mariages d'enfants, des mariages précoces et des mariages forcés concerne à la fois les droits de l'homme et le développement. Il est essentiel d'aborder la question du mariage d'enfants et du mariage forcé selon une approche fondée sur les droits si l'on veut retarder l'âge légal du mariage et que les filles et les femmes aient, dans la vie, d'autres horizons que celui du mariage.

2. **M. Mezmur** (Président du Comité des droits de l'enfant) dit qu'au 12 octobre 2016, 196 États avaient ratifié la Convention relative aux droits de l'enfant ou y avaient adhéré, 165 États avaient ratifié le Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés ou y avaient adhéré, 173 États avaient ratifié le Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants ou y avaient adhéré, et 50 États seulement avaient signé le Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant établissant une procédure de présentation de communications et 29 États l'avaient ratifié. Le Comité est préoccupé de ne pas avoir encore reçu 70 des rapports initiaux

relatifs au deuxième de ces protocoles facultatifs non plus que 50 rapports initiaux relatifs au premier protocole.

3. Le Comité des droits de l'enfant a adressé aux États parties trois lettres exprimant sa préoccupation au sujet des graves violations des droits de l'enfant signalées et il a publié neuf communiqués de presse, soit isolément, soit avec d'autres experts mandatés. Il a également reçu les premières plaintes déposées en vertu du Protocole facultatif établissant une procédure de présentation des communications. Tous les États ont été invités à communiquer leurs observations sur le projet d'observation générale du Comité concernant les enfants des rues. À sa soixante-douzième session, le Comité a unanimement adopté les Principes directeurs relatifs à la lutte contre l'intimidation ou les représailles (Principes directeurs de San José) et il a l'intention de les appliquer conformément à la Convention et aux trois protocoles facultatifs s'y rapportant, ainsi qu'au Règlement intérieur du Comité. Convaincu qu'il importe de faire des efforts pour dialoguer avec les États parties, le Comité a relancé les réunions informelles avec les représentants des États, les invitant à apporter leur contribution aux versions préliminaires du projet d'observation générale.

4. Alors que la Convention peut à l'évidence avoir un impact positif sur la vie des enfants dans l'ensemble du monde, certains pays ont assorti leur ratification de réserves qui constituent une discrimination contre les enfants plus vulnérables. Quelques États continuent même à appliquer la peine de mort pour des infractions commises par des personnes de moins de 18 ans. Ces pratiques compromettent la capacité de la Convention de servir, sur le plan juridique et moral, la cause des enfants. Le prix à payer pour cette situation est une enfance violée.

5. La pauvreté des enfants les empêche, dans le monde, d'exercer pleinement les droits qui sont proclamés dans la Convention. Si la communauté internationale cherche sincèrement à mettre fin à l'extrême pauvreté dans l'espace d'une génération, il faut donner une place centrale aux stratégies de lutte contre la pauvreté qui frappe les enfants en suivant une approche fondée sur les droits des enfants.

6. Le Comité est également préoccupé par la fréquence et la persistance de pratiques néfastes qui ont leur cause dans une discrimination et à propos desquelles on avance souvent une justification fondée

sur les coutumes, les valeurs socioculturelles et religieuses. L'aggravation de la crise migratoire est particulièrement préoccupante, comme son effet négatif sur les droits de millions d'enfants dans le monde. Les enfants et leur famille qui fuient une guerre et cherchent à obtenir le statut de réfugié devraient bénéficier d'une protection appropriée et d'une assistance humanitaire conformément à l'article 22 de la Convention. Toutes les crises ont des effets sur les enfants, et le premier souci doit être l'intérêt bien compris de l'enfant. On célébrera bientôt le vingt-septième anniversaire de la Convention, et ce sera une bonne occasion de réfléchir à son application, en faisant une place plus large aux conditions réelles de vie de tous les enfants afin de créer un monde digne de tous les enfants.

7. **M^{me} Adamson** (Observatrice de l'Union européenne) demande au Président du Comité des droits de l'enfant quels efforts sont envisagés pour accélérer le rythme des ratifications et des accessions aux protocoles facultatifs. Sur l'ouverture de crédits budgétaires pour la défense des droits de l'enfant, une mise à jour serait utile sur l'impact ou l'impact prévisible de l'observation générale n° 19, publiée le 19 juillet 2016. Elle souhaite qu'il fasse plus largement connaître certaines pratiques optimales pour l'intégration d'une démarche fondée sur les droits de l'enfant dans la conception des politiques relatives aux migrations. Enfin, elle souhaite un complément d'information sur les mesures prises par le Comité pour appliquer la résolution 68/268 de l'Assemblée générale sur le renforcement et l'amélioration du fonctionnement de l'ensemble des organes conventionnels des droits de l'homme.

8. **M. de la Mora Salcedo** (Mexique) demande si le Comité a décelé des mesures qui avaient été appliquées avec succès par d'autres États Membres par le canal des médias et des technologies de l'information, y compris les réseaux sociaux pour réduire la violence à l'encontre des enfants. Il souhaite aussi savoir quels éléments minimums devraient figurer dans une politique officielle cherchant à éliminer les abus dont sont victimes les enfants par le biais des médias électroniques.

9. **M. Kelly** (Irlande), constatant que les États redirigeaient leur attention vers l'application de la Déclaration des droits de l'enfant et l'engagement pris de protéger les droits et les libertés fondamentales de tous les enfants réfugiés et migrants, demande un

complément d'information sur l'élaboration d'une observation générale commune sur les droits fondamentaux des enfants dans le contexte de la migration internationale.

10. **M. Mezmur** (Président du Comité des droits de l'enfant) dit que le Comité a commencé à travailler à la rédaction d'une observation générale commune sur les droits des enfants dans le contexte de la migration, en réponse aux problèmes apparus au sujet de la conceptualisation, l'application et l'interprétation par les États parties de leurs obligations en vertu de l'article 22 de la Convention. La nouvelle observation générale a été rédigée conjointement avec le Comité pour la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille. En juin 2015, chacun de ces deux comités avait créé un groupe de travail, et une note conceptuelle a été publiée sur le site Web du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme. Plusieurs organisations ont répondu en apportant leur propre contribution. Des consultations régionales détaillées auront lieu et des enfants pourraient participer à la rédaction de l'observation.

11. En juin 2015, le Comité travaillait déjà sur le texte de trois autres observations générales. Celles relatives aux dépenses publiques et aux enfants dans le contexte de l'adolescence ont déjà été adoptées; l'observation générale sur la situation des enfants des rues sera sans doute adoptée en janvier 2017.

12. S'agissant du Protocole facultatif à la Convention établissant une procédure de présentation des communications, on distingue mal les raisons du faible taux de ratification, moins élevé que prévu. Le mécanisme de traitement des plaintes offre un élément critique de justice pour assurer la traduction en réalité du discours tenu sur les droits des enfants, et de nombreux acteurs ont manifesté un grand intérêt lors de sa rédaction. Les États qui envisageaient de ratifier le Protocole facultatif sont très désireux d'apprendre quelles mesures les autres États avaient prises pour garantir que les enfants ont bien accès à la justice, initialement et en priorité en droit interne. En effet, les plaintes ne doivent être déposées en vertu du Protocole facultatif qu'en dernier recours, quand les recours internes ont été épuisés. Il serait utile que les États qui ont ratifié le Protocole facultatif partagent leurs pratiques optimales avec ceux qui ne l'ont pas encore fait. À cet effet, on pourrait peut-être établir un groupe des amis du Protocole facultatif.

13. Même dans le contexte de mesures d'austérité, la confection d'un budget national favorable à la cause des enfants et l'observation générale sur la budgétisation et les droits des enfants n'ont que trop tardé. Les délégations entendues par le Comité sont souvent invitées à dire dans quelle mesure le budget de leur pays est favorable à la cause de l'enfance, s'il est efficace et transparent; or il est rare qu'il y ait au sein de ces délégations un représentant du Ministère des finances de leur pays. Les membres du Comité ont eu connaissance de versions préliminaires de l'observation générale et les ont communiquées aux États qui sont invités à apporter leur contribution et leur accord; ces membres s'occupent activement à lancer des activités nationales et régionales dans ce sens.

14. La résolution 68/268 de l'Assemblée générale a été examinée lors des sessions du Comité tenues à Genève. Le Comité sera donc amené à adresser bientôt des notes verbales aux États sur l'utilisation d'une procédure simplifiée de communication des rapports, et cela pourrait commencer dès le deuxième semestre de 2019. Le Comité travaille aussi à faire en sorte que ses observations de conclusion soient mieux ciblées et plus concrètes en ne retenant que cinq ou six domaines critiques. Dans le passé, certains États parties avaient à connaître pas moins de 70 observations et savaient mal par où commencer. Le Comité envisage aussi d'étudier les questions de programmation, de limitation du nombre de mots et de l'utilisation de PaperSmart; ses sessions auront bientôt lieu sans recours au support papier.

15. S'agissant des migrations, l'article 22 de la Convention est d'une grande importance pour tous les États parties et non seulement les États européens ou ceux de l'Amérique centrale. Cet article ne comporte pas de disposition prévoyant des exceptions quand l'opinion publique ou le discours politique dominant ne sont pas conformes au respect des droits des enfants.

16. La crise de l'éducation des enfants migrants qui sont à la recherche d'un asile et des enfants réfugiés est une crise au sein d'une crise – certains enfants ne sont pas du tout scolarisés. La détention des enfants lors des migrations doit être éliminée et les processus de détermination de leur âge doivent être conformes à leurs droits. Dans certains cas, les méthodes de détermination de l'âge aux frontières sont si indiscretes que certains enfants disent être des adultes. Dans le contexte de l'effort de rédaction d'une observation

générale sur les enfants s'agissant des migrations internationales, les États devraient aussi envisager une observation générale sur les enfants non accompagnés et séparés de leurs parents, problème qui reste pertinent et critique.

17. Quelques années plus tôt, le Comité avait formulé des recommandations sur les droits des enfants dans les médias électroniques. Les deux éléments importants sont l'accès aux moyens électroniques, d'importance critique au XXI^e siècle, et le problème de l'exposition aux risques, pouvant exercer un effet nocif.

18. Enfin, il note qu'il serait très utile d'utiliser plus largement les possibilités offertes par les réunions consacrées tous les deux ans, à New York, aux élections. Ces réunions offrent au Comité les possibilités d'entrer en relation avec les États et d'en recueillir les enseignements. Aucun État, probablement, n'est déjà parvenu à appliquer intégralement la Convention, et tous les États doivent donc faire davantage pour créer un monde digne des enfants.

19. **M^{me} de Boer-Buquicchio** (Rapporteuse spéciale sur la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants), présentant son rapport (A/71/261), dit que les enfants continuent d'être victimes d'attentats aveugles, d'actes de terreur, d'enlèvements, de la vente et de la traite à des fins d'exploitation sexuelle ou de travail dans un monde qui connaît de nombreux conflits, par exemple en République arabe syrienne, au Yémen, en Iraq, en Afghanistan, en Libye, au Nigéria, en République centrafricaine et au Soudan du Sud. De nombreuses voix se sont élevées pour demander que les atrocités perpétrées contre les enfants soient éliminées pour de bon, qu'on prévoie des réparations pour les petites victimes et qu'on mette fin à l'impunité des auteurs de ces actes. La guerre retentit sur chacun des droits des enfants et augmente leur vulnérabilité, leur risque d'être victimes de sévices, de violence ou d'une exploitation.

20. Son rapport à l'Assemblée générale porte surtout sur la vente d'enfants aux fins d'un travail forcé. Les enfants sont particulièrement vulnérables à ce genre de transaction aux fins d'un travail forcé dans des situations de guerre et de conflit armé, comme l'illustrent d'innombrables exemples dans le monde. Elle demande instamment aux Gouvernements éthiopien et soudanais du Sud en particulier de

reprendre les efforts qu'ils font pour libérer tous les enfants enlevés sur leur territoire, poursuivre en justice les auteurs de ces enlèvements, prévoir un ensemble complet de soins et de réparation pour les petites victimes une fois que leur identité aura été établie et garantir qu'ils seront rendus à leur famille et leur communauté.

21. Le rapport donne une liste de sept méthodes détaillées de lutte contre la vente d'enfants aux fins de travail forcé, et elle appelle en particulier l'attention sur la réglementation des activités des intermédiaires, l'inspection du travail et la prévention des délits. S'agissant de la réglementation des activités des intermédiaires, elle note que c'est surtout le secteur privé, et même parfois lui seul, qui a conclu des mémorandums d'accord ou adopté des codes de conduite, mais que ceux-ci ne sont pas juridiquement contraignants. Elle encourage donc les États Membres à prendre des mesures positives par une législation, un suivi et une responsabilisation pour assurer la transparence et interdire la vente d'articles produits grâce à l'emploi d'enfants ou par le travail forcé.

22. La vente d'enfants pour le travail forcé prive ceux-ci de leur enfance et compromet leur avenir. Cette activité est immorale, illégale, et en aucun cas elle n'est justifiée. En 2006, Paulo Sérgio Pinheiro, dans son rapport en tant qu'expert indépendant chargé de l'étude des Nations Unies sur la violence à l'encontre des enfants (A/61/299), a recommandé d'éliminer en priorité les pires formes de travail des enfants. Dix ans plus tard, la cible 8.7 des objectifs de développement durable engage les gouvernements à prendre immédiatement des mesures efficaces pour éliminer le travail forcé et les pires formes de travail des enfants, et en 2025 au plus tard mettre une fin définitive au travail des enfants sous toutes ses formes. La cible 16.2 appelle à mettre un terme aux abus, à l'exploitation, à la traite, à toutes les formes de violence à l'encontre des enfants et de torture de ceux-ci. L'établissement d'alliances ayant pour but de réaliser ces objectifs est une étape dans la bonne voie, il faut également entendre ce que les enfants eux-mêmes disent. Cette responsabilité n'incombe pas seulement aux gouvernements, mais aussi aux adultes, aux citoyens responsables et aux consommateurs responsables dans le monde entier, qui doivent tout faire pour prévenir la transformation d'enfants en marchandises.

23. **M^{me} McElwaine** (Observatrice de l'Union européenne) a lu avec intérêt dans le rapport de la

Rapporteuse spéciale, la franche description des traumatismes physiques, des questions médicales et des ravages psychologiques infligés aux enfants victimes de l'exploitation sexuelle, ainsi que les recommandations relatives à la prise en charge, aux soins et à l'aide à apporter aux jeunes personnes en vue de leur réinsertion. Elle a lu avec intérêt l'opinion exprimée dans le rapport, à savoir qu'un manque de définitions communes de la vente d'enfants aux fins de travail forcé compromettrait les efforts faits pour lutter contre ce phénomène. Comment se déroule le travail accompli par les services de la Rapporteuse spéciale avec des organisations ayant des mandats similaires, pour encourager l'adoption de définitions communes, notamment pour faciliter l'adoption d'une législation nationale précise? Comme le phénomène migratoire aggrave le risque, pour les enfants, d'être vendus ou de faire l'objet d'une traite, elle se demande ce que la Rapporteuse spéciale attend du pacte mondial pour des migrations sûres, en bon ordre et régulières. Enfin, elle demande à la Rapporteuse spéciale de donner des précisions sur les enseignements qu'elle a recueillis en prenant connaissance d'exemples réussis de partenariats public-privé tels que l'Initiative internationale du cacao, pour aider à établir des mécanismes appropriés de contrôle à tous les niveaux de la chaîne d'offre.

24. **M^{me} Vydmantas** (États-Unis d'Amérique) apprécie le fait que le rapport de la Rapporteuse spéciale reconnaît la portée des mesures prises par les autorités des États-Unis pour augmenter la transparence et interdire l'achat d'articles produits par l'emploi d'enfants ou par un travail forcé, et admet que les Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme sont pertinents pour l'action menée contre l'exploitation des enfants. Elle demande un complément d'information sur les mécanismes d'établissement de rapports et de traitement des plaintes qui soient respectueux de la sensibilité des enfants et des procédures judiciaires également respectueuses de l'enfant, ainsi que des exemples qui peuvent exister de recours en pareils cas.

25. **M^{me} Saran** (Afrique du Sud) souhaite connaître l'opinion de la Rapporteuse spéciale sur les moyens de tenir les sociétés multinationales comptables des violations des droits de l'enfant que leurs activités pourraient entraîner, en particulier dans les pays où la législation est fragile, comme dans les pays en développement. Elle invite aussi la Rapporteuse

spéciale à donner son avis sur l'initiative visant à rédiger un instrument international juridiquement contraignant sur les sociétés transnationales et autres entreprises quant aux droits de l'homme.

26. **M^{me} Klopčič** (Slovénie) demande quelles activités la Rapporteuse spéciale recommande de mener pour faire prendre conscience du danger que le sport soit utilisé comme moyen de vendre des enfants aux fins du travail forcé. Elle souhaite également comprendre pourquoi les experts de l'exploitation sexuelle des enfants ont, ces dernières années, considéré l'expression « pornographie mettant en scène des enfants » comme inappropriée et ont préconisé au contraire l'utilisation de l'expression « contenu à caractère pédopornographique ».

27. **M. de la Mora Salcedo** (Mexique) dit que comme le rapport inclut la recommandation d'adopter une législation précise et détaillée érigeant en infraction criminelle la vente d'enfants aux fins de travail forcé, il souhaite avoir des informations sur les pratiques optimales relevées par la Rapporteuse spéciale pour la conduite des enquêtes, la répression des délinquants et les réparations à fournir aux victimes. Ces pratiques optimales permettraient de mieux discuter d'une définition commune de l'infraction concernée.

28. **M. Ajayi** (Nigéria) se félicite de la coopération de la Rapporteuse spéciale durant sa visite au Nigéria en janvier 2016. Le rapport qu'elle a publié donne une excellente occasion de faire le bilan des droits des victimes des atrocités perpétrées par les terroristes de Boko Haram. La lutte contre Boko Haram représente le choix du progrès, de la démocratie et de la modération, à l'inverse du choix du chaos, de l'anarchie et de l'extrémisme. Comme, le même jour, ont été libérées 22 des filles enlevées par Boko Haram, son gouvernement réaffirme qu'il continue à chercher à obtenir la libération des Nigériennes retenues en otage par ce groupe terroriste, et il se félicite de la poursuite de la coopération de la Rapporteuse spéciale à ce sujet.

29. **M^{me} Kupradze** (Géorgie) dit que son gouvernement a établi des mécanismes juridiques et institutionnels ayant pour but de lutter contre les sévices sexuels, l'exploitation sexuelle et la pornographie mettant en scène des enfants. Depuis la visite de la Rapporteuse spéciale en Géorgie en juin 2016, le Parlement géorgien a amendé plusieurs lois dans le but de distribuer des documents d'identité aux

enfants des rues et a renforcé le rôle des travailleurs sociaux dans la protection des enfants contre la violence. Elle espère pouvoir bientôt prendre connaissance du rapport et des recommandations.

30. **M^{me} Sukacheva** (Fédération de Russie) regrette que le travail de la Rapporteuse spéciale porte surtout sur l'exploitation sexuelle des enfants alors que c'est la vente des enfants aux fins de travail forcé qui est un phénomène méconnu. Manifestement, chaque pays est touché par la traite des enfants, bien que la nature occulte du phénomène fasse qu'il est difficile d'en évaluer l'ampleur. Les cibles 8.7 et 16.2 des objectifs de développement durable montrent que la communauté internationale a bien l'intention d'éliminer le travail et l'exploitation des enfants, mais les États ne pourront le faire à eux seuls sans le concours de la société civile et du secteur privé.

31. **M. Holtz** (Royaume-Uni) dit que son gouvernement est très désireux de venir à bout des mauvais traitements sous toutes leurs formes dont sont victimes les enfants, notamment la traite, et qu'il a adopté de nombreuses mesures et lois à cet effet. Il accueille avec satisfaction les conclusions consignées dans le rapport de la Rapporteuse spéciale, à savoir que le mariage d'enfants peut revenir à la vente d'enfants aux fins de travail forcé. Les mariages forcés sont une infraction criminelle dans son pays depuis 2014 et le Gouvernement britannique travaille à l'échelle nationale et internationale à un soutien du mouvement international tendant à éliminer les mariages d'enfants, les mariages précoces et les mariages forcés. Il aimerait entendre un complément d'information de la Rapporteuse spéciale sur les efforts déployés pour atteindre les enfants les plus marginalisés, en particulier ceux qui sont touchés par un conflit ou par des formes multiples et convergentes de discrimination.

32. **M^{me} Moutchou** (Maroc) dit que la demande et la fourniture de services sexuels impliquant des enfants ont pour origine la pédophilie et d'autres formes d'abus sexuel. Le secteur de la pornographie sert aussi de moyen de stimuler la demande de pornographie mettant en scène des enfants et d'exploitation d'enfants. Elle souhaite connaître l'opinion de la Rapporteuse spéciale sur cette analyse.

33. **M^{me} de Boer-Buquicchio** (Rapporteuse spéciale sur la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants) dit que l'un

des objectifs de son rapport est d'apporter des précisions sur le sens des concepts utilisés. Il est très important de faire une distinction entre la traite et la vente d'enfants quand on cherche à amender la législation existante et à assurer l'incrimination et la responsabilisation. Une législation précise rendant possible cette responsabilisation est une étape importante à franchir et cette législation devrait ériger en infraction criminelle aussi bien la vente d'enfants aux fins de travail forcé que les conditions qui y conduisent, par exemple la servitude pour dette. Mais les enfants qui sont forcés à se livrer à de pareilles activités ne doivent pas être incriminés.

34. À l'occasion du renouvellement du mandat de la Rapporteuse spéciale sur la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants, elle espère que l'on réfléchira à l'utilisation de ce terme de « pornographie mettant en scène des enfants ». Comme d'ordinaire la pornographie représente des relations sexuelles entre adultes, le terme comprend une certaine existence légale, ce qui est complètement impropre quand on l'utilise s'agissant d'enfants. Le mandat pourrait donc être rebaptisé sans que ses limites soient modifiées, et une des solutions pourrait être de parler de « production et utilisation d'images représentant des sévices contre des enfants ». Une modification de la terminologie serait un important progrès et adresserait un message bien plus précis. Il en va de même du terme de « prostitution des enfants », car les enfants ne se prostituent pas eux-mêmes, ils sont prostitués par autrui. Les *Directives terminologiques pour la protection des enfants contre l'exploitation sexuelle et les abus sexuels*, rédigées par un groupe de travail interinstitutions et adoptées à Luxembourg en 2016, donnent des principes précis sur les moyens de résoudre les divers problèmes terminologiques qui se posent.

35. En sa qualité d'experte indépendante, il n'est pas prévu de mécanisme précis pour la coopération avec d'autres organisations internationales. Cependant, quand elle a formulé ses recommandations, elle s'est inspirée des normes définies dans la Convention relative aux droits de l'enfant et de l'interprétation donnée aux dispositions pertinentes de celle-ci, ainsi qu'aux conventions de l'Organisation internationale du Travail.

36. Le pacte mondial pour les migrations sera un document essentiel. Il devra s'inspirer des droits de

l'homme, protéger les droits de l'enfant et écarter les dangers auxquels ils sont exposés durant la migration, notamment la traite et la vente. Étant donné l'actuelle crise migratoire, elle estime que les États devraient établir et ouvrir plus régulièrement des filières migratoires et assurer la protection de tous les droits de l'homme dans l'emploi. En outre, les permis de séjour ne doivent pas être liés à un employeur particulier, de façon que tous les travailleurs migrants, en particulier les jeunes enfants, puissent au besoin changer d'emploi. Cela est particulièrement important dans le domaine du sport.

37. La publication de rapports figure parmi les moyens de réparation efficaces à la disposition des enfants. Ces rapports, et les procédures judiciaires auxquelles ils peuvent mener, doivent être attentifs aux besoins des enfants. Les institutions indépendantes de défense des droits de l'homme telles que les ombudsmans pour l'enfance, seraient des filières de réparation appropriées. En outre, l'inspection du travail doit être développée et améliorée de façon que l'on puisse repérer les situations contraires à la Convention relative aux droits de l'enfant et à ses protocoles facultatifs, ainsi qu'aux conventions de l'Organisation internationale du Travail.

38. S'agissant du secteur privé, elle renouvelle sa recommandation d'appliquer les nombreuses normes internationales existantes pour suivre la situation, telles que les Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme, par des enquêtes préventives menées par des tiers, des inspections à l'improviste, ainsi que des stratégies de prévention de la vente d'enfants.

39. **M^{me} Guzmán Madera** (République dominicaine), parlant au nom de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC), dit que les États membres de la CELAC sont bien connus pour leur volonté de faire progresser les droits de l'enfant. Ces États sont pour la plupart des pays à revenu intermédiaire et ils s'efforcent de répondre aux vulnérabilités de l'enfance causées par la discrimination raciale et l'inégalité entre les sexes, la violence, la criminalité organisée et le trafic de drogue, ainsi que les effets de la crise financière mondiale et des catastrophes naturelles.

40. Ces États reconnaissent qu'il faut prêter attention aux groupes vulnérables que sont les enfants handicapés et les enfants autochtones, et en particulier

pour traiter rationnellement les questions liées aux enfants autochtones dans les plans nationaux de développement. Ces États sont désireux de faire davantage pour prévenir toute forme de discrimination à l'encontre des enfants autochtones, en coopération avec les populations autochtones.

41. Ces États appellent tous les pays concernés par le phénomène de la migration à défendre et protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales des enfants et des adolescents migrants sur la base du principe de la responsabilité partagée, et de chercher à préserver les intérêts des mineurs conformément à la Convention relative aux droits de l'enfant et à la Convention de Vienne sur les relations consulaires. Les droits fondamentaux des enfants doivent être respectés quel que soit leur statut migratoire, et les États doivent ne pas oublier les recommandations du Haut-Commissariat aux droits de l'homme au moment de définir une politique migratoire. Étant donné la complexité des raisons des migrations de masse d'enfants accompagnés et non accompagnés, il faut coordonner l'action des États et des organisations internationales. Les engagements pris à la troisième réunion de la CELAC sur les migrations sont une étape dans la bonne direction. Étant donné l'importance d'une bonne nutrition pour le développement de la prime enfance, ces États sont heureux de signaler qu'ils ont commencé à appliquer le Plan de la CELAC pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle et l'élimination de la faim à l'horizon 2025.

42. La violence est très répandue, elle a un effet durable sur la vie des enfants et elle entraîne pour la société des coûts énormes. Les États membres de la CELAC condamnent catégoriquement les brimades et s'engagent à prendre les mesures appropriées pour prévenir ce phénomène, notamment en luttant contre les stéréotypes et la discrimination. Une fois de plus, ils rappellent que tous les États doivent renforcer les programmes destinés à la prime enfance avec l'aide des organisations internationales. L'éducation est un droit fondamental, c'est aussi un investissement social et le bien collectif le plus important dans l'optique du développement durable.

43. Les États membres de la CELAC attachent une grande importance à toutes les formes de coopération internationale et rappellent qu'il faut mieux coordonner l'aide aux pays en développement. La réalisation des droits de l'enfant dépend de la bonne application du Programme de développement durable à l'horizon

2030, et il faudra pour cela une démarche diversifiée et obtenir l'engagement de la communauté internationale de mobiliser les ressources nécessaires.

44. *M^{me} Mejía Vélez (Colombie), Présidente, préside la séance.*

45. **M. Wafy** (Niger), parlant au nom du Groupe des États africains, souligne que le bien-être des enfants et la protection de leurs droits sont un élément crucial du développement humain et social. L'objectif 4 de développement durable en particulier ne pourra être atteint que si l'on construit des écoles ou si on les améliore pour qu'elles soient attentives aux besoins de l'enfant, aux besoins des enfants handicapés et des filles, en mettant en place un environnement sûr et inclusif permettant à tous d'acquérir des connaissances. Si des progrès ont bien été accomplis s'agissant des taux de scolarisation et de la réduction de la disparité entre garçons et filles dans les établissements scolaires, les pays africains ont toujours à surmonter des obstacles pour réaliser l'enseignement primaire gratuit, universel et obligatoire pour tous.

46. Le sort des enfants africains pris dans un conflit et obligés pour cela de cesser leurs études est une préoccupation majeure. Le Groupe africain soutient donc la campagne « Des enfants, pas des soldats » et remercie les États Membres qui se sont engagés à mettre un terme et prévenir le recrutement et l'emploi d'enfants dans les forces de sécurité. Le Groupe demande aussi qu'on améliore l'action de plaidoyer et qu'on applique la note relative à la résolution 1998 (2011) du Conseil de sécurité relative à la protection des établissements scolaires et des hôpitaux dans les zones touchées par un conflit.

47. Dans l'esprit de l'appel lancé par le Secrétaire général pour l'enseignement primaire obligatoire à la portée de tous les enfants réfugiés, le Groupe africain accueille avec satisfaction le lancement du fonds « L'éducation ne peut pas attendre » durant le sommet humanitaire mondial et engage instamment la communauté internationale à alimenter ce fonds. S'agissant des enfants déplacés, il faut manifester une volonté politique de mettre un terme aux conflits et permettre le retour des enfants en toute sécurité. Les efforts doivent viser des solutions à long terme pour remédier aux causes profondes du déplacement de populations, tout en apportant aux enfants un soutien et en assurant la réunification des familles. La détention prolongée n'est pas seulement contraire au

développement psychologique des enfants, mais les prive aussi d'années d'école d'importance critique.

48. Se félicitant de l'opinion de la Représentante spéciale du Secrétaire général pour les enfants et les conflits armés, selon laquelle les États Membres doivent mettre au point des procédures opérationnelles pour remettre rapidement aux responsables de la protection de l'enfance, les enfants qui ont été capturés ou qui se sont rendus au cours d'opérations militaires pour assurer leur réinsertion dans leur communauté d'origine, il appelle les partenaires à augmenter l'assistance technique et financière aux communautés d'accueil. Dans la campagne qu'elle mène pour faire taire les armes à feu d'ici à 2020, l'Union africaine s'est engagée à ne pas laisser aux générations suivantes le fardeau des conflits armés et a établi une plateforme consultative annuelle au cours de laquelle les parties prenantes pourraient examiner les faits nouveaux, les difficultés et les mesures à prendre pour réaliser l'Agenda 2063.

49. Le respect du plan d'action adopté durant la session extraordinaire consacrée aux enfants est d'importance critique pour la protection et la promotion de leurs droits, en particulier le droit à vivre dans un environnement sûr, d'avoir accès à une éducation de base de qualité et pouvoir donner aux enfants et aux adolescents des possibilités d'épanouissement et éliminer la discrimination et la pauvreté. Le Groupe des États africains recommande donc d'éliminer la mutilation génitale des filles et la pratique du mariage d'enfants et du mariage forcé.

50. **M. Marshall** (Barbade), parlant au nom de la Communauté des Caraïbes (CARICOM), dit que des progrès considérables ont été accomplis dans divers domaines, notamment la survie, la santé, l'éducation dans la prime enfance et les droits des enfants. En particulier, la mortalité des moins de 5 ans a diminué de plus de moitié entre 1990 et 2015.

51. Dans l'application du Cadre régional d'action en faveur des enfants 2002-2015, les États membres de la CARICOM se sont notamment engagés à harmoniser leur législation pour la rendre conforme à la Convention relative aux droits de l'enfant et à ses protocoles facultatifs, et à élaborer des politiques et des plans visant à prévenir et éliminer toutes les formes de violence contre les enfants et les adolescents. Les progrès accomplis dans la région témoignent de la bonne acceptation des principes de la Convention dans

la région de la CARICOM et du travail important entrepris pour réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement. Le Programme pour 2030 s'appuiera sur les gains acquis et donnera aux États la possibilité de réaffirmer leur volonté de promouvoir, dans la région et dans le monde, des conditions dignes des enfants.

52. La CARICOM a de plus en plus mis l'accent sur l'effet des migrations sur les enfants : des débats de haut niveau ont eu lieu dès 2008, des études ont été menées et un groupe de travail informel a été créé. Les États Membres ont marqué leur volonté d'appliquer les principes de la Convention relative aux droits de l'enfant et, conformément à l'engagement de ne pas faire de laissés-pour-compte, ils ont rappelé que les enfants migrants étaient avant tout et toujours des enfants. La CARICOM espère que les débats relatifs au pacte mondial pour les migrations prêteront l'attention voulue à la question des enfants migrants.

53. Les États membres de la CARICOM se sont engagés à être, pour les enfants, des avocats efficaces, et cela les amène à s'efforcer de produire des données ventilées et mettre en place des mécanismes appropriés pour suivre les progrès accomplis, aider les enfants les plus défavorisés, réexaminer et réformer les systèmes d'enseignement, examiner les systèmes judiciaires et permettre aux enfants et aux adolescents de participer à la prise des décisions qui les concernent. La CARICOM passe en revue son Cadre régional d'action pour les enfants pour s'assurer de sa pertinence après 2015 ainsi que le Plan stratégique 2015-2019 de la CARICOM qui comprend des dispositions portant sur l'épanouissement des enfants.

54. **M. Suan** (Myanmar), parlant au nom de l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), dit que des progrès ont été réalisés dans le monde pour protéger les enfants de la violence, de l'exploitation et des sévices. Cependant, si la mortalité infantile et la pauvreté des enfants ont diminué et si un plus grand nombre d'enfants sont maintenant scolarisés, des millions d'enfants de par le monde voient leurs droits violés, en même temps que les conflits armés et l'extrémisme violent les ont, dans beaucoup de régions du monde, privés de leurs droits fondamentaux. Le Programme pour 2030 a fixé des objectifs qui contribueront au bien-être et à la protection des enfants, et il incombe donc aux États Membres de poursuivre les efforts nationaux et la

coopération internationale pour protéger l'exercice des droits des enfants.

55. La Commission de l'ASEAN pour la promotion et la protection des droits des femmes et des enfants a été créée en 2004; pour renforcer les efforts menés à l'échelle régionale sur les questions des femmes et des enfants, l'ASEAN a adopté le Cadre stratégique et le Plan d'action 2011-2015 pour le bien-être social, la famille et l'enfance. On peut citer d'autres résultats appréciables : la Déclaration sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes dans la région de l'ASEAN et l'Initiative de l'ASEAN pour des écoles sûres, textes adoptés en 2013. En février 2016, la Commission a examiné divers programmes de l'ASEAN relatifs à l'enfance et a adopté les Directives de l'ASEAN pour une approche non violente de l'éducation, des soins et de l'épanouissement des enfants dans toutes les situations. Le plan de travail pour la période 2016-2020 comprend un soutien à l'application du Plan régional d'action de l'ASEAN pour l'élimination de la violence à l'égard des enfants. En septembre 2016, la Commission de l'ASEAN a lancé un examen régional des lois, des politiques et des pratiques relatives à l'identification, la gestion et le traitement des victimes de la traite, en particulier les femmes et les enfants.

56. Le Réseau d'organismes de service social a ouvert un site Web relié aux sites Web de l'ASEAN et de la Commission. Ce site servira de plateforme pour 33 organismes de services sociaux de la région de l'ASEAN et d'autres acteurs intéressés à une mise en réseau et à un partage de l'information et des données d'expérience sur les questions relatives à la violence contre les femmes et les enfants.

57. L'ASEAN collabore avec les organismes des Nations Unies et d'autres partenaires de développement pour faire progresser la cause des enfants. La Commission a mis en œuvre des projets soutenus par l'Union européenne et les États-Unis, ainsi que des projets entrepris en collaboration avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes). Des partenariats entre l'ASEAN et les Nations Unies ont été renforcés durant la réunion des ministres des affaires étrangères de l'ASEAN avec le Secrétaire général et avec le Président de la soixante et onzième session de l'Assemblée générale. L'ASEAN et les Nations Unies ont réaffirmé leur volonté de renforcer

leurs liens en appliquant un nouveau plan de cinq ans qui couvre la période 2016-2020. Les participants ont également décidé qu'il fallait renforcer la coopération dans la lutte contre la criminalité transnationale organisée, et notamment la traite des êtres humains.

58. **M. Shava** (Zimbabwe), parlant au nom de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), dit que tous les membres de la SADC ont ratifié la Convention relative aux droits de l'enfant et ont adhéré à la Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant. Des lois et plans d'action ont par la suite été élaborés dans différents pays pour faciliter l'application de ces instruments. Par exemple, en juin 2016, le Forum parlementaire de la SADC a adopté une loi type sur l'élimination des mariages d'enfants et la protection des enfants déjà mariés, qui est la première loi type réprimant le mariage d'enfants dans la région et exhorte les États membres à amender leur législation de façon à interdire les mariages d'enfants.

59. La violence contre les enfants et la situation des enfants dans les conflits armés demeurent problématiques car dans les zones de conflit, les enfants ne peuvent aller à l'école et beaucoup risquent d'être enlevés ou vendus. Certains enfants sont recrutés comme enfants soldats ou sont victimes d'esclavage sexuel ou de mariage forcé. Il est urgent de protéger les enfants contre toutes les formes de violence, en particulier durant les conflits armés.

60. En l'absence de services de base, les enfants et les jeunes risquent de grandir dans une situation de précarité et devenir de jeunes adultes vulnérables, ce qui perpétue le cycle de la pauvreté et de la vulnérabilité pour beaucoup de familles de la région. Pour rompre ce cycle, la région de l'Afrique australe a adopté le cadre stratégique régional et programme d'action pour les orphelins et les enfants et jeunes vulnérables, qui privilégie des normes communes et des directives pour améliorer la prestation de services de base aux orphelins et autres enfants vulnérables. L'Ensemble minimum de services de la SADC, dispensés aux orphelins, enfants et jeunes vulnérables reconnaît la nécessité de services d'éducation et de formation professionnelle, de soins de santé et d'assainissement, la nécessité d'une sécurité alimentaire et d'une action nutritionnelle, ainsi que d'un bien-être psychosocial et d'une protection sociale. Cet Ensemble minimum de services voit également dans le sida une des principales causes de la mort des

parents dans les pays les plus touchés, ce qui alourdit le fardeau qui pèse sur les enfants et les jeunes.

61. **M^{me} Adamson** (Observatrice de l'Union européenne) dit que l'application de la Convention relative aux droits de l'enfant, qui est le traité relatif aux droits de l'homme ayant reçu le plus grand nombre de ratifications, fait partie intégrante de la politique de l'Union européenne concernant la défense des droits fondamentaux; elle engage tous les États parties à retirer leurs éventuelles réserves à l'objet et aux buts de la Convention et de ses protocoles facultatifs.

62. L'Union européenne est profondément préoccupée par le problème des enfants migrants et réfugiés. En Europe, un demandeur d'asile sur quatre est un enfant et 31 % des plus d'un million de réfugiés arrivés en Europe en 2015 sont des enfants, notamment 90 000 enfants non accompagnés. Les enfants migrants et réfugiés doivent avant tout être traités comme des enfants, il faut donc suivre les procédures d'asile pertinentes et les directives du Conseil de l'Europe sur une justice amie des enfants. La détention d'enfants ne peut être décidée qu'en dernier recours; elle doit être aussi brève que possible et il faut prévoir des soins, des moyens d'instruction et des équipements. Chaque fois que possible, il faut rechercher des solutions autres que la détention.

63. La protection des enfants victimes de la traite et une coopération accrue avec les organisations internationales sont une priorité de l'Union européenne et un élément de sa stratégie d'élimination de la traite des êtres humains (2012-2016). La directive de 2011 de l'Union européenne contre la traite des êtres humains, qui prévoit un ensemble de dispositions relatives aux enfants, notamment les enfants non accompagnés, est en cours de mise en œuvre. Les migrants et les réfugiés sont exploités par des réseaux criminels qui visent les plus vulnérables, souvent les enfants. Il faut éliminer la demande qui est à l'origine de toutes les formes de traite des enfants, qu'il s'agisse d'exploitation sexuelle ou du travail des enfants.

64. L'Union européenne voit avec préoccupation que des groupes terroristes tels que l'État islamique en Iraq et au Levant endoctrinent et exploitent des enfants, les obligeant à être témoins d'actes d'extrême violence, ou même à les exécuter en les utilisant dans des attentats-suicides. Le Réseau de sensibilisation à la radicalisation examinera la question pour élaborer les

pratiques optimales que suivront les professionnels travaillant avec les enfants rapatriés.

65. L'éducation dans les situations d'urgence et de crise est prioritaire pour l'Union européenne, qui a apporté une contribution à l'organisation d'une éducation de qualité dans les situations de crise au profit des enfants et des adolescents déplacés et réfugiés. L'Union encourage un accès égal à l'éducation de tous les enfants, y compris les enfants handicapés et ceux qui sont l'objet d'une marginalisation ou d'une discrimination. En 2016, l'Union européenne a porté à 4 % de son budget les crédits d'aide humanitaire consacrés à l'éducation dans les situations d'urgence.

66. Les chiffres récents montrent une augmentation du nombre d'enfants recrutés et utilisés par les forces armées, ainsi que par des groupes et bandes armés. Privilégiant une démarche locale, l'Union européenne préconise la démobilisation et la réinsertion à long terme des anciens enfants soldats. La situation en Iraq, en Syrie, au Yémen et au Sahel présente des difficultés sans précédent, en particulier l'effet traumatisant de l'extrême violence sur les enfants.

67. L'Union européenne prévoit de faire plus pour éliminer le travail des enfants sous toutes ses formes d'ici à 2025 par des mesures visant à appliquer effectivement un âge minimum pour l'emploi. Elle contribue à la protection des femmes et des filles en luttant contre la violence sexiste et en finançant des projets transnationaux de lutte contre des pratiques néfastes telles que le mariage des enfants, la mutilation génitale de la fille et la sélection du sexe du fœtus.

68. **M^{me} Razzouk** (États-Unis d'Amérique) dit que partout dans le monde les droits des enfants continuent à être violés. Selon l'association *Save the Children*, les enfants représentent la moitié des victimes des bombardements récents en Syrie, et le Réseau syrien des droits de l'homme a signalé en juin 2016 que 21 000 enfants avaient été tués dans le pays depuis le début du conflit, attribuant la majorité de ces décès aux forces du régime syrien. La poursuite de la violence a amené l'UNICEF à désigner la Syrie comme l'endroit le plus dangereux au monde pour un enfant, et la réponse collective des États à cette situation est un test de leur humanité commune.

69. Les enfants réfugiés sont particulièrement en danger, et des pays comme la Jordanie, le Tchad, la Thaïlande et la Turquie ont pris des engagements très

importants pour aider plus d'un million d'enfants réfugiés à être scolarisés. Dans le cadre du Sommet des dirigeants sur la crise mondiale des réfugiés, les États-Unis ont fourni près de 37 millions de dollars au Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et 15 millions de dollars à l'UNICEF pour aider à atteindre l'objectif consistant à scolariser 1 million d'enfants réfugiés. Les États-Unis soutiennent vigoureusement le premier fonds mondial intitulé « L'éducation ne peut pas attendre », qui finance des écoles dans les situations d'urgence et de crise prolongée. Pour résoudre l'ensemble de problèmes qui se posent aux adolescentes, le Secrétaire d'État, John Kerry, a lancé en mars 2016 la Stratégie mondiale des États-Unis pour l'autonomisation des adolescentes, et l'initiative *Let Girls Learn* est une initiative présidentielle visant à garantir une éducation de qualité aux adolescentes.

70. Sur leur territoire, les États-Unis investissent massivement dans l'enseignement préscolaire. En outre, grâce à un programme de bourses intitulé *Race to the Top*, les taux de succès à l'examen terminant l'enseignement secondaire n'ont jamais été aussi élevés et un plus grand nombre de jeunes que jamais poursuivent leurs études dans l'enseignement supérieur.

71. **M^{me} Abdelkawy** (Égypte) dit que si la prise de conscience mondiale des violations des droits des enfants a bien augmenté, cette prise de conscience demeure limitée et beaucoup d'enfants continuent à souffrir. Elle estime que, d'abord, la famille est la principale instance de protection des enfants, car un environnement familial comportant une mère et un père est nécessaire pour la santé physique et psychologique de l'enfant. Deuxièmement, comme les enfants sont considérés comme le groupe social le plus important dans le Programme pour 2030, il faut mettre au point un cadre d'action qui suivra l'application des engagements pris dans le Programme pour 2030. Troisièmement, le bien-être des enfants est étroitement lié à l'épanouissement de leurs talents et de leurs capacités mentales et physiques, ainsi qu'au respect filial, au respect de l'identité culturelle, de la langue pratiquée et des valeurs.

72. Les recommandations concernant les enfants migrants et réfugiés figurant dans le rapport de 1996 de Graça Machel doivent être appliquées, étant donné le nombre très élevé de réfugiés jetés sur les routes par les conflits qui ont éclaté dans diverses parties du

monde. L'Égypte attend beaucoup des futures négociations d'une résolution sur les droits de l'enfant qui examinerait la question des enfants migrants, et elle espère que la résolution mettra l'accent sur les besoins des enfants et évitera les questions donnant lieu à controverse. Enfin, l'Égypte remercie l'UNICEF pour sa coopération et espère qu'elle se poursuivra dans la mise en œuvre du Programme pour 2030.

73. **M. Scappini Ricciardi** (Paraguay) dit que comme 38 % de la population de son pays a moins de 18 ans, son gouvernement augmente progressivement les investissements sociaux pour améliorer la santé et l'éducation des enfants et des adolescents et réduire leur pauvreté. Une politique de garantie du respect des droits fondamentaux des enfants et des adolescents est en vigueur pour la période 2014-2024 et dans le plan national pour l'épanouissement de la prime enfance 2011-2020, et le Gouvernement paraguayen organise la distribution de repas et de collations scolaires nourrissants pour améliorer l'acquisition des connaissances, les résultats scolaires et réduire le nombre d'abandons scolaires. Une loi interdisant les punitions corporelles et toute forme de traitement cruel, inhumain ou dégradant des enfants a été promulguée.

74. Le Paraguay a été l'un des premiers pays à participer au Partenariat mondial pour mettre un terme à la violence envers les enfants, qui est conforme à la cible 16.2 des objectifs de développement durable. Conscient du fait qu'une proportion considérable des enfants et adolescents paraguayens sont toujours dans la pauvreté, voire dans l'extrême pauvreté, et souffrent de la violence, de mauvais traitements, de la traite et de l'exploitation, son gouvernement réaffirme sa volonté d'appliquer des politiques reposant sur les droits pour assurer une protection complète des enfants et des adolescents, le premier souci étant le respect des intérêts bien compris de l'enfant.

La séance est levée à 13 heures.